

LE JOUR, 1945
23 novembre 1945

A L'ORDRE DU JOUR

Deux questions dont il faut parler : c'est le désordre dans l'administration et c'est la vie chère. Au lendemain de réjouissances légitimes et variées, il est logique et sage de revenir à la vie courante et au pain quotidien. Si ces choses étaient sans remède, nous prêcherions la résignation et nous les mettrions au compte de la fatalité. Mais ce n'est pas le cas. L'autre jour nous invitons le Gouvernement à enquêter d'urgence sur l'administration. Aujourd'hui, c'est la vie chère qui nous presse. Cela fait un attelage qui, si nous n'y veillions pas, pourrait nous jeter dans le fossé. Des préoccupations de cet ordre devraient nous tirer du sommeil ou de l'état d'euphorie. L'administration est encrassée et le pain est cher. Les fonctionnaires font mal leur métier et la réquisition des tissus (par exemple) aboutit à leur raréfaction. Ce sont des faits et qu'il faut accepter comme tels.

Nous disons que nos meilleurs fonctionnaires ne sont pas à leur place, Nous disons qu'on devrait tirer du personnel de l'Etat, à tous les degrés, beaucoup plus qu'il ne donne (à condition, sans doute de prêter l'oreille à ses griefs). Nous ajoutons qu'il faut distribuer plus de farine, plus de pain. La guerre est finie. Nous avons (la Syrie et nous) un Office des blés et des céréales, et nous payons assez cher pour nous suffire en blé. Dans le contrôle, dans le transport, dans la distribution, il y a certainement un trou. Il faut boucher ce trou et que le peuple ait plus de pain. A partir du pain plus abondant, (au Liban le pain est peut-être le tiers de l'alimentation), la vie baissera.

Dans un autre domaine des nominations sont faites aux fonctions les moins appropriées. Au ravitaillement voici tel et tel. Ailleurs, tel et tel autre. Fort bien et après ! Il ne s'agit pas de ressemeler de vieilles chaussures. Il s'agit de faire aller correctement les affaires de l'Etat. Le procédé n'est pas le plus indiqué pour aboutir.

Si nous montrons ici quelque mauvaise humeur, ce n'est pas pour le plaisir ; ce n'est pas pour gêner le Gouvernement ou tel ministre ; c'est encore moins pour ajouter une difficulté à quelques autres. C'est parce qu'à l'intérieur la machine ne marche pas et que cette machine c'est l'Etat.

Nous n'allons certes pas jusqu'à dire que la catastrophe est pour demain. Nous nous bornons à expliquer que nous sommes sur le mauvais chemin et que désormais les écueils se multiplieront.

Du Ravitaillement aux Finances, à l'Intérieur, aux autres départements intéressés, il faudrait mettre le branle-bas partout, fermer les portes, ouvrir les fenêtres, réfléchir, coordonner, se documenter, agir, agir.

Ce n'est pas une vaine agitation qui arrangera tout cela, ce ne sont pas de grands mots et de grands projets, c'est un travail méthodique, de la technicité, et la volonté déterminée d'aboutir.

Pendant que le Gouvernement prohibe (assez superficiellement) les jeux de hasard, il convient qu'il ne transforme pas (innocemment) les affaires de l'Etat en une partie de poker américain !